

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 19 juillet 2019**  
(Convocation du 12 juillet 2019)

Aujourd'hui, le dix-neuf juillet deux mille dix-neuf à 14 heures, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle de l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Céline SALLES  
Messieurs Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Christophe TERRAIN

Etaient excusés et ont donné procuration :

Monsieur Yves LAHOUN

Etaient excusés :

Madame Laurence ANCIEN  
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Jean GUILHAS, Xavier LAGRAVE, Bernard SOUDAR et Bernard VERDIER

Secrétaire de séance :

Madame Christiane AUTIGEON

---

**OBJET : Convention / Ressource - PTGE Midour - Conventions cadre pour achèvement de la mission de garants de la concertation**

**Exposé des motifs :**

Il est rappelé que considérant le besoin de s'assurer de la neutralité de la concertation mise en œuvre pour la démarche du projet de territoire du Midour, l'Etat a souhaité que deux garants suivent l'ensemble de la démarche. A cet effet, le Préfet des Landes a procédé à la nomination, le 21 octobre 2016, de messieurs Jean-Yves MADEC et André ETCHÉLECOU, comme garants de la concertation du projet de territoire du Midour pour une durée initiale de 24 mois.

La mission générale des garants est de veiller à la qualité et au bon déroulement du processus participatif. Pour cela ils se doivent d'observer et d'analyser celui mis en place par le porteur de projet.

Leur rôle ne se cantonne pas qu'à l'observation du processus. Ils doivent rencontrer régulièrement les différents acteurs et les responsables de la concertation pour leur faire part des dysfonctionnements et lacunes qu'ils ont éventuellement constatés et formuler toutes remarques et suggestions pour rectifier et améliorer le dispositif.

Cela est vrai tant en ce qui concerne l'information que la participation du public.

A l'issue des 24 premiers mois, le Préfet référent a procédé à la prolongation de la mission des garants jusqu'au 31 décembre 2019 (notification en date du 15 mai 2019), date prévisionnelle d'achèvement du processus de concertation et co-construction.

Toutefois le dispositif de financement expérimental porté par l'agence de l'eau Adour-Garonne est arrivé à son terme et les services de l'Etat ont sollicité l'Institution Adour afin d'assurer la poursuite de la mission des garants jusqu'à l'achèvement du PTGE Midour en prenant en charge les frais liés aux garants. Cette demande a été prise en compte dans les programmes d'actions discutés lors des orientations budgétaires et validés lors du vote du budget 2019.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*



Aussi, afin d'accompagner la fin du processus de co-construction du projet de territoire, de procéder à la signature de conventions avec les deux garants, auto-entrepreneurs, afin de procéder aux règlements des frais liés à la mission pour laquelle ils ont été désignés par le Préfet référent, sous couvert de la commission nationale du débat public (CNDP).

## LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

### DECIDE

#### Article 1

- D'approuver les termes des conventions ci-annexées avec messieurs Jean-Yves MADEC et André ETCHELECOU, pour la période courant du 1<sup>er</sup> juin au 31 décembre 2019, afin d'assurer la mission et les défraiements de garants de la concertation du projet de territoire du Midour
- D'autoriser le Président à signer la convention et l'ensemble des documents y afférant, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente, les crédits nécessaires étant inscrits sur l'opération du projet de territoire Midour au budget 2019

#### Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 19 juillet 2019 à Mont-de-Marsan,

INSTITUTION ADOUR  
38 rue Victor Hugo  
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Le Président,

Paul CARRERE



**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 26/07/2019

Reçu en préfecture le 26/07/2019

ID : 040-254002264-20190719-CS63\_2019-DE



PROJET DE  
TERRITOIRE DU

**Midour**

## CONVENTION

**Convention de partenariat pour la mission de garants de la  
concertation du Projet de territoire du Midour**

Entre d'une part,

Le syndicat mixte dénommé « INSTITUTION ADOUR », identifié au répertoire Sirene sous le numéro SIRET 254 002 264 00060, organisme de droit public doté de la personnalité morale, dont le siège social est à Mont-de-Marsan (40025) 38 rue Victor Hugo, représenté par son Président, Monsieur Paul CARRERE, dûment habilité à signer la présente convention par délibération n° 63/2019 du comité syndical en date du 19 juillet 2019,

ci-après dénommée : **l'Institution Adour**

Et d'autre part,

Monsieur André ETCHELECOU, identifié au répertoire Sirene sous le numéro SIRET 823 188 198 00019, garant de la concertation du Projet de Territoire du Midour, domicilié à Eysus (64400) - 3 rue de l'Ourtau.

ci-après dénommée : **le garant**

VU la délibération n° 102/2018 du comité syndical de l'Institution Adour validant le programme d'actions 2019 de l'Institution Adour et plus particulièrement la prolongation du projet de territoire au-delà des 24 mois prévus initialement,

VU la fiche programme relative à l'animation, la communication et la concertation du projet de territoire Midour pour l'année 2019 qui prévoit la prolongation de la mission des garants de la concertation et leur rémunération directe par l'Institution Adour pour l'exercice 2019,

CONSIDERANT le besoin de s'assurer de la neutralité de la concertation mise en œuvre pour la démarche du projet de territoire du Midour, l'Etat a souhaité que deux garants suivent l'ensemble de la démarche,

CONSIDERANT la nomination par le Préfet des Landes le 21 octobre 2016, de Messieurs Jean-Yves MADEC et André ETCHELECOU comme garants de la concertation du projet de territoire du Midour pour une durée initiale de 24 mois (cf. Annexe 1),

CONSIDERANT la prolongation de la mission des garants jusqu'au 31 décembre 2019 notifiée par le Préfet des Landes le 15 mai 2019 (cf. Annexe 2).

Il est convenu ce qui suit :



## Article 1. Rôle et mission des garants

La mission générale des garants est de veiller à la qualité et au bon déroulement du processus participatif. Pour cela ils devront observer et analyser celui mis en place par le porteur de projet. Mais leur rôle n'est pas passif. Ils doivent rencontrer régulièrement les responsables de la concertation pour leur faire part des dysfonctionnements et lacunes qu'ils ont éventuellement constatés et formuler toutes remarques et suggestions pour rectifier et améliorer le dispositif. Cela est vrai aussi bien pour l'information que pour la participation du public.

Les garants doivent veiller à ce que l'information mise à la disposition du public par le porteur de projet soit complète, sincère et accessible (sous forme papier et/ou numérique). La constitution du document décrivant l'état initial des lieux, qui doit constituer la 1<sup>ère</sup> phase de la concertation, doit notamment s'opérer sous l'égide des garants. Ceux-ci doivent veiller à ce qu'il soit le plus complet et le plus précis possible.

Tout au long de la concertation, les garants auront la possibilité de demander au porteur de projet de mettre à la disposition du public des documents supplémentaires, des compléments d'information, voire des études nouvelles sur des points importants faisant débat.

Tous les éléments de choix dont dispose l'autorité organisatrice doivent être portés à la disposition du public et le collège de garants devra y veiller.

Les garants doivent veiller à ce que les occasions de participation du public soient largement ouvertes (réunions publiques bien sûr mais aussi rencontres avec les intéressés, particuliers, associatifs, institutionnels, ...) et à ce que les outils d'expression soient pertinents (rubrique "concertation" sur le site du porteur de projet).

L'objectif est de parvenir, non pas à l'acceptabilité sociale d'un projet (qui supposerait qu'il existe au départ un projet "ficelé") mais à la co-construction d'un projet de territoire. C'est certainement le point le plus délicat car il suppose que tous les scénarii soient sur la table, avec un bilan coûts-avantages pour chacun, et que toutes les propositions alternatives soient examinées.

L'existence des garants doit être connue du public ; le porteur de projet doit, dès le début de la concertation, communiquer sur ce point, présenter publiquement les garants et permettre au public de s'adresser directement à eux.

Les garants doivent pouvoir prendre l'initiative de rencontrer des parties prenantes, y compris, s'ils le jugent nécessaire, en l'absence du porteur de projet. Ils doivent, le cas échéant, jouer un rôle de médiation pour permettre aux parties de nouer (ou renouer) le dialogue. Ils rendront compte de ces contacts auprès de l'institution Adour.

Le collège de garants doit être informé de tout le dispositif de la concertation et systématiquement invité à assister à toutes les réunions (y compris celles de préparation et de suivi) tout au long de la concertation. Les garants restent libres de répondre ou non à ces invitations. Les garants doivent également être destinataires d'une revue de presse périodique sur le sujet en débat.

En ce qui concerne les réunions publiques, il appartient à un représentant du porteur de projet de présider mais le (ou les) garant présent (sur une table distincte pour manifester son autonomie) doit pouvoir jouer un rôle de modérateur (gestion des temps de parole, reformulation des idées, relance et recentrage des discussions, ...).

Le collège des garants rédigera un rapport final qui ne prendra pas position sur le fond du projet mais tirera un bilan de la concertation, c'est à dire en rendra compte et évaluera le processus participatif. Ce rapport sera rendu public par l'Institution Adour.

## Article 2. Dimensionnement de la prestation et modalités financières

Dans le cadre de cette convention la mission des deux garants ne pourra excéder le prix ferme de 6 000 € (non soumis à TVA) (six mille euros)



L'Institution Adour remboursera aux garants les frais engendrés par leur mission sur présentation d'un état de frais et dans les conditions suivantes :

- 250 €/personne pour ½ journée
- 400 €/personne pour une journée
- Remboursement des frais de déplacement (repas, km, péage)

Indication de l'indemnité kilométrique sur la base de laquelle le remboursement des frais de déplacements sera effectué : barème fiscal véhicule 5CV (actuellement 0,543 €/kilomètre)

Péage : frais réels sur présentation d'un justificatif

Repas : forfait 15,25 € par repas.

### Article 3. Durée

La présente convention prend effet à compter du 1<sup>er</sup> juin 2019.

Dans le cadre de la présente convention la mission des garants se terminera le 31 décembre 2019.

Ils disposeront d'un mois supplémentaire pour présenter leur dernier état de frais.

### Article 4. Litiges

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Pau.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher au préalable une solution amiable au litige.

### Article 5. Modification

Les modifications à la présente convention feront l'objet d'un avenant.

Fait à Mont-de-Marsan, le

**André ETCHELECOU**

**Paul CARRERE**

**Garant**

**Président de l'Institution Adour**





**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 26/07/2019

Reçu en préfecture le 26/07/2019

ID : 040-254002264-20190719-CS63\_2019-DE



PROJET DE  
TERRITOIRE DU **Midour**

**CONVENTION**

**Convention de partenariat pour la mission de garants de la  
concertation du Projet de territoire du Midour**

Entre d'une part,

Le syndicat mixte dénommé « INSTITUTION ADOUR », identifié au répertoire Sirene sous le numéro SIRET 254 002 264 00060, organisme de droit public doté de la personnalité morale, dont le siège social est à Mont-de-Marsan (40025) 38 rue Victor Hugo, représenté par son Président, Monsieur Paul CARRERE, dûment habilité à signer la présente convention par délibération n° 63/2019 du comité syndical en date du 19 juillet 2019,

ci-après dénommée : **l'Institution Adour**

Et d'autre part,

Monsieur Jean Yves MADEC, identifiée au répertoire Sirene sous le numéro SIRET 538 412 982 00018, garant de la concertation du Projet de Territoire du Midour, domicilié à Bizanos (64320) - 29 avenue Albert 1<sup>er</sup>.

ci-après dénommée : **le garant**

VU la délibération n° 102/2018 du comité syndical de l'Institution Adour validant le programme d'actions 2019 de l'Institution Adour et plus particulièrement la prolongation du projet de territoire au-delà des 24 mois prévus initialement,

VU la fiche programme relative à l'animation, la communication et la concertation du projet de territoire Midour pour l'année 2019 qui prévoit la prolongation de la mission des garants de la concertation et leur rémunération directe par l'Institution Adour pour l'exercice 2019,

CONSIDERANT le besoin de s'assurer de la neutralité de la concertation mise en œuvre pour la démarche du projet de territoire du Midour, l'Etat a souhaité que deux garants suivent l'ensemble de la démarche,

CONSIDERANT la nomination par le Préfet des Landes le 21 octobre 2016, de Messieurs Jean-Yves MADEC et André ETCHELECOU comme garants de la concertation du projet de territoire du Midour pour une durée initiale de 24 mois (cf. Annexe 1),

CONSIDERANT la prolongation de la mission des garants jusqu'au 31 décembre 2019 notifiée par le Préfet des Landes le 15 mai 2019 (cf. Annexe 2).

Il est convenu ce qui suit :





## Article 1. Rôle et mission des garants

La mission générale des garants est de veiller à la qualité et au bon déroulement du processus participatif. Pour cela ils devront observer et analyser celui mis en place par le porteur de projet. Mais leur rôle n'est pas passif. Ils doivent rencontrer régulièrement les responsables de la concertation pour leur faire part des dysfonctionnements et lacunes qu'ils ont éventuellement constatés et formuler toutes remarques et suggestions pour rectifier et améliorer le dispositif. Cela est vrai aussi bien pour l'information que pour la participation du public.

Les garants doivent veiller à ce que l'information mise à la disposition du public par le porteur de projet soit complète, sincère et accessible (sous forme papier et/ou numérique). La constitution du document décrivant l'état initial des lieux, qui doit constituer la 1<sup>ère</sup> phase de la concertation, doit notamment s'opérer sous l'égide des garants. Ceux-ci doivent veiller à ce qu'il soit le plus complet et le plus précis possible.

Tout au long de la concertation, les garants auront la possibilité de demander au porteur de projet de mettre à la disposition du public des documents supplémentaires, des compléments d'information, voire des études nouvelles sur des points importants faisant débat.

Tous les éléments de choix dont dispose l'autorité organisatrice doivent être portés à la disposition du public et le collège de garants devra y veiller.

Les garants doivent veiller à ce que les occasions de participation du public soient largement ouvertes (réunions publiques bien sûr mais aussi rencontres avec les intéressés, particuliers, associatifs, institutionnels, ...) et à ce que les outils d'expression soient pertinents (rubrique "concertation" sur le site du porteur de projet).

L'objectif est de parvenir, non pas à l'acceptabilité sociale d'un projet (qui supposerait qu'il existe au départ un projet "ficelé") mais à la co-construction d'un projet de territoire. C'est certainement le point le plus délicat car il suppose que tous les scénarii soient sur la table, avec un bilan coûts-avantages pour chacun, et que toutes les propositions alternatives soient examinées.

L'existence des garants doit être connue du public ; le porteur de projet doit, dès le début de la concertation, communiquer sur ce point, présenter publiquement les garants et permettre au public de s'adresser directement à eux.

Les garants doivent pouvoir prendre l'initiative de rencontrer des parties prenantes, y compris, s'ils le jugent nécessaire, en l'absence du porteur de projet. Ils doivent, le cas échéant, jouer un rôle de médiation pour permettre aux parties de nouer (ou renouer) le dialogue. Ils rendront compte de ces contacts auprès de l'institution Adour.

Le collège de garants doit être informé de tout le dispositif de la concertation et systématiquement invité à assister à toutes les réunions (y compris celles de préparation et de suivi) tout au long de la concertation. Les garants restent libres de répondre ou non à ces invitations. Les garants doivent également être destinataires d'une revue de presse périodique sur le sujet en débat.

En ce qui concerne les réunions publiques, il appartient à un représentant du porteur de projet de présider mais le (ou les) garant présent (sur une table distincte pour manifester son autonomie) doit pouvoir jouer un rôle de modérateur (gestion des temps de parole, reformulation des idées, relance et recentrage des discussions, ...).

Le collège des garants rédigera un rapport final qui ne prendra pas position sur le fond du projet mais tirera un bilan de la concertation, c'est à dire en rendra compte et évaluera le processus participatif. Ce rapport sera rendu public par l'Institution Adour.

## Article 2. Dimensionnement de la prestation et modalités financières

Dans le cadre de cette convention la mission des deux garants ne pourra excéder le prix ferme de 6 000 € (non soumis à TVA) (six mille euros)



L'Institution Adour remboursera aux garants les frais engendrés par leur mission sur présentation d'un état de frais et dans les conditions suivantes :

- 250 €/personne pour ½ journée
- 400 €/personne pour une journée
- Remboursement des frais de déplacement (repas, km, péage)

Indication de l'indemnité kilométrique sur la base de laquelle le remboursement des frais de déplacements sera effectué : barème fiscal véhicule 5CV (actuellement 0,543 €/kilomètre)

Péage : frais réels sur présentation d'un justificatif

Repas : forfait 15,25 € par repas.

### Article 3. Durée

La présente convention prend effet à compter du 1<sup>er</sup> juin 2019.

Dans le cadre de la présente convention la mission des garants se terminera le 31 décembre 2019.

Ils disposeront d'un mois supplémentaire pour présenter leur dernier état de frais.

### Article 4. Litiges

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Pau.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher au préalable une solution amiable au litige.

### Article 5. Modification

Les modifications à la présente convention feront l'objet d'un avenant.

Fait à Mont-de-Marsan, le

**Jean-Yves MADEC**

**Paul CARRERE**

**Garant**

**Président de l'Institution Adour**

